

# La Lettre de la RMF UE



La présidence polonaise qui commence le 1<sup>er</sup> juillet aura un impact particulier sur l'avenir de la [PSDC](#) pour au moins deux raisons. La première est que cette présidence est assurée par un grand pays, ambitieux pour la PSDC, qui va devoir travailler en étroite collaboration avec la [Haute Représentante](#) et le [Service européen pour l'action extérieure](#). La Pologne aura donc le privilège de profiter de l'expérience hongroise pour affiner la complémentarité des rôles, entre présidence tournante et HR. La deuxième est la longueur de cette présidence dans le domaine de la PSDC. Le Danemark ne participant pas à la PSDC et la présidence Chypriote devant naturellement s'appuyer sur son prédécesseur, la Pologne devra assurer ce devoir pendant une période de 18 mois.

La Pologne peut donc s'inscrire dans la durée pour porter l'avenir de la PSDC. Elle sait qu'elle peut compter tout particulièrement sur l'appui de la France et de l'Allemagne dans le cadre du triangle de Weimar. La Pologne tient une position centrale en Europe et elle compte concentrer ses efforts sur le développement du [Partenariat Oriental](#), sur les priorités de la [lettre de Weimar](#) et du [groupe de Visegrad](#), ainsi que sur les relations avec la Russie.

Les objectifs de la présidence polonaise décrits dans cette lettre d'information sont ambitieux. Ils devraient permettre de progresser pour la réponse aux crises, de continuer à développer la politique de voisinage de l'UE et d'opérer un rapprochement utile des différents blocs européens, du scandinave au latin, autour d'une vision partagée d'une défense en Europe. Se doter de structures de commandement idoines et de capacités opérationnelles, plus cohérentes avec ses ambitions et plus interopérables sont bien des objectifs à atteindre.

**Vice amiral d'escadre Xavier Païtard**  
**Chef des représentations militaires françaises à l'UE et à l'OTAN**

## Sujet découverte

### Le COSI

Au sein de l'Union européenne, le développement de multiples instruments de coopération et le nombre important d'acteurs impliqués dans le domaine de la sécurité intérieure ont nécessité une coordination et une cohérence accrues. Pour répondre plus efficacement aux différents défis posés : interprétation des normes et cultures de travail parfois fort différentes qui empêchent une collaboration optimale entre les Etats membres, le traité de Lisbonne a opté pour la mise en place d'un « [Comité permanent de coopération opérationnelle de sécurité intérieure](#) », communément appelé « COSI ». Les bases juridiques de ce comité sont l'article 71 du [Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne](#) et la décision du Conseil du 25 février 2010 qui officialise sa mise en place et est composé de représentants « ad hoc » choisis par les Etats membres.

Le COSI vise à renforcer de la coordination dans le cadre des activités des agences et organismes européens – dont notamment [Europol](#), [Eurojust](#) et [Frontex](#). En outre, il revient au COSI d'évaluer l'orientation générale et l'efficacité de la coopération opérationnelle en vue d'identifier les éventuelles lacunes ou défaillances et adopter les recommandations concrètes appropriées pour y remédier.



La frontière entre sécurité intérieure et sécurité extérieure est ténue. Un certain nombre de problématiques traitées par le COSI sont en lien avec la PSDC. Une première réunion COPS/COSI, tenue le 1<sup>er</sup> juin, a permis de réfléchir sur les premières priorités de cette démarche convergente : les méthodes de travail à adopter et la lutte contre le crime organisé. Il en résulte que le CMPD est chargé d'élaborer une feuille de route pour le troisième trimestre 2011 qui permettra de concrétiser les réflexions en cours.

Les Etats membres et la [Commission](#) ont montré un grand intérêt au travail conjoint de ces deux comités qui permet de travailler à des réponses globales aux problèmes de sécurité, par exemple la cybercriminalité.

## Le Focus du mois

**L'évacuation médicale**

La MEDEVAC stratégique, ou strategic aerial evacuation, abrégée STRAT-AE, est une évacuation médicale réalisée depuis un théâtre d'opérations ou une zone géographique où transitent les forces, le plus souvent par voie aérienne, vers le pays d'appartenance du blessé. En France, l'EMO<sup>1</sup> Santé est responsable de leur organisation et décide du degré d'urgence en fonction des informations recueillies auprès du demandeur. Au-delà des moyens nationaux, il est possible de solliciter les moyens européens qui font l'objet d'un partage capacitaire. A partir du Patient Request Movement (PMR) comprenant les données cliniques concernant le patient, la cellule médicale<sup>2</sup> de l'EATC propose un vecteur disponible, le niveau d'accompagnement médical possible et réserve, en cas d'accord, les places nécessaires au transfert des patients. La décision revient à l'EMO Santé qui prescrit alors la MEDEVAC soit par l'EATC, soit par un avion à usage gouvernemental, ou encore par voie aérienne civile. Il lui reste alors à organiser la « boucle aval », c'est-à-dire l'acheminement du patient jusqu'à l'hôpital d'accueil.



## Actualité

**EUBAM RAFAH**

Lancée dès 2005 sur la base de l'accord israélo-palestinien sur le mouvement et les accès, [EUBAM Rafah](#) est une mission d'assistance aux frontières qui a pour mandat d'observer, de vérifier et d'évaluer l'autorité palestinienne dans le contrôle du point de passage de Rafah entre l'Egypte et la bande de Gaza. Ressortant de la politique de sécurité et de défense commune, elle assiste à ce titre les services douaniers et d'immigration localement compétents. Elle est dirigée par le colonel de Gendarmerie français, Alain Faugeras. Temporairement réduite à 19 personnels, EUBAM actualise les différents plans de réactivation qu'elle a elle-même produits, demeurant prête à porter le cas échéant son effectif à hauteur de 84 experts internationaux. Parfaitement complémentaire de la mission de police en Palestine [EUPOL COPPS](#), EUBAM a su démontrer son efficacité et toute sa pertinence à l'occasion des incidents de la « flottille de la paix », survenus en mars 2010 au large de Gaza. De fait, sa présence, son expertise et son expérience, demeurent également précieuses dans un contexte régional tendu, volatil, complexe et actuellement en pleine évolution. Pour l'heure, EUBAM voit son mandat prolongé jusqu'en décembre 2011.



## Notion

**Le Trio de présidence**

L'expérience a enseigné qu'une période de six mois est trop courte pour que l'État exerçant la présidence puisse réaliser ses objectifs d'une manière effective. Par conséquent, l'idée s'est fait jour d'une présidence conjointe, où les trois États assumant successivement la présidence coordonnent ensemble les priorités à mettre en œuvre dans une perspective à plus long terme, soit une période de dix-huit mois. Pour atteindre ce but de manière efficace, chaque trio est composé d'un grand État et de deux États plus petits.

La Pologne, assurant la présidence dès juillet 2011, sera le premier et le plus grand État du trio, composé du Royaume du Danemark et de la République de Chypre. Dès 2008, la coopération a commencé, aussi bien au niveau des ministres des Affaires étrangères de ces trois États qu'à celui des coordinateurs des préparatifs de la présidence de chacun des États du trio. Le 9 mai 2011 à Varsovie, les Premiers ministres du trio ont approuvé le programme en cours de finalisation des dix-huit mois de présidence. Les éléments clés incluent, entre autres, le nouveau budget de l'UE, la situation en Afrique du Nord, le Partenariat oriental ainsi que la lutte contre le chômage et la pauvreté.

<sup>1</sup> Etat-major opérationnel

<sup>2</sup> Aeromedical Evacuation Control Center – AECC



Entretien avec  
**le Major General Janusz BOJARSKI**  
**Représentant militaire de la Pologne**  
auprès des comités militaires de l'Union européenne et de  
l'OTAN

Le général Janusz Bojarski est né en Krasnosielc (Pologne) le 24 Juin 1956. Il s'engage dans les Forces armées polonaises en 1975. Diplômé de l'école d'officier des transmissions en 1979, il poursuit sa carrière militaire dans différents postes au sein de l'armée de l'Air dont celui de rédacteur en chef de la section militaire de la radio polonaise.

Il commence sa carrière internationale en 1993, comme adjoint à l'attaché de défense de l'ambassade de Pologne à Paris. De 2000 à 2004, il occupe le poste d'attaché de défense Air à Washington. Promu général en 2004, il est successivement directeur adjoint du renseignement et directeur des ressources humaines de la Défense. Il est chevalier de l'Ordre National du Mérite.



## THE MAIN POINTS CONCERNING THE POLISH PRESIDENCY.

### 1/ The Polish Presidency has just begun. How do you see the role of presidency in light of the Lisbon Treaty?

No doubt that the role of the Presidency under the Lisbon Treaty has significantly diminished as far as the CSDP is concerned. The High Representative plays a dominant role in setting the political agenda in this field, as it was sanctioned by the practice since January 2010.

However, political strategic decisions are still in hands of the Council, what means – in hands of the Member States. It means that the Presidency still has a role to play, as an impartial *primus inter pares* among Member States in their relations with the High Representative and the European External Action Service. It means that Presidency's duty is to put forward new initiatives concerning the CSDP development and to try to convince to them both other Member States and the High Representative.

It requires thorough co-ordination with the High Representative and the EEAS on the political agenda in the considered semester.

That is a brief outline of the role Polish Presidency intends to play. We have been implementing this approach for last two years, when we started to work, together with our Weimar partners on the set of initiatives aiming at development of European crisis response capacity.

So far, this approach turns out to be successful: common letter of Weimar Triangle Foreign Affairs' and Defence Ministers to the HighRep was issued last December and in January and in May the Council obliged the HighRep to examine possible ways of Weimar proposals' implementation and to report on progress by the end of the year.

So-called Weimar initiative, along with *pooling and sharing* is also one of main subjects of discussion within the EU as far as the CSDP is concerned.

### 2/ What are the priorities of the Presidency's CSDP? How sign up in the spirit of the letter of Weimar?

To large extent, our priorities are coherent with proposals encompassed in so-called Weimar CSDP Initiative. Generally, they are as follows:

**Firstly**, we will strive for the improvement of the EU-NATO relations. The political challenges faced on this path by both institutions are the same. During Polish Presidency we are aiming at bringing closer Member States' and Allies' positions on some practical aspects of their cooperation, such as a further development of activities that will complement the current and still binding arrangements the EU and NATO have at their disposal. We hope and expect that the mutual co-operation will grow on the basis of a very concrete projects we have agreed to build upon, e.g. related to Counter-Improvised Explosive Devices (C-IED), medical support or CBRN.

**Secondly**, EU Battlegroups. Our main aim in this area is to increase their operational potential and to adapt them to current requirements within CSDP, in order to increase the possibility of their deployment. Much of our proposals are based on ideas put forward by the Swedish Presidency in 2009. They also correspond with ideas presented lastly by the EU Military Staff as regards the Battlegroups.



**Thirdly**, EU planning structures. Lessons learned from recent operations, notably from Libya, show that the EU planning process has a lot of deficiencies, also at structural level. Therefore, we propose to establish a permanent structure, capable of planning comprehensive civil-military EU activities. We do not intend to duplicate NATO structures – what we want is to enable the EU to act comprehensively and to improve internal coordination.

**Fourthly**, *pooling and sharing*. We will continue this Belgian initiative, in order to start its implementation already during the Polish Presidency or right afterwards. We want to see this initiative being developed bottom-up and regionally, so that Member States were free to choose with whom to co-operate and on what. We also would like to see this initiative fully open towards non-EU countries, notably towards the Allies.

**Fifthly**, we want to bring the EU's Eastern partners closer to the CSDP activities. We remain convinced that visibility and effectiveness of the conduct of the CSDP requires also, among other aspects, a balanced regional approach. Therefore, it is necessary that we broaden the co-operation and deepen the security dialogue between the EU and Eastern partners in areas of education and training, operations and exercises as well as capability development.

### **3/ What are the main events of the Presidency?**

Now, as far as the major events scheduled for the six-month of the Polish Presidency are concerned, the program is being developed in close coordination with the High Representative, Ms Ashton, and I would like to draw your attention to some of those already planned:

- on the 5<sup>th</sup> of July - the Battle Groups seminar,
- from 5<sup>th</sup> till 6<sup>th</sup> September - Conference on Cooperation with the Eastern Partner within the CSDP
- on the 6<sup>th</sup> September - Security of Supply seminar,
- from the 7<sup>th</sup> till 9<sup>th</sup> September - ATHENA Committee (Athena Away Days)
- from the 19<sup>th</sup> till 20<sup>th</sup> September - "Pooling and Sharing" seminar,
- from the 22<sup>nd</sup> till 23<sup>rd</sup> September - the Defence Ministers Informal meeting is to be held in Wroclaw,
- from the 29<sup>th</sup> till 30<sup>th</sup> September - the Eastern Partnership Summit,
- from the 12<sup>th</sup> till 14<sup>th</sup> October - the "Military Erasmus Programme" seminar,
- from the 18<sup>th</sup> till 19<sup>th</sup> October - the EUMC Away Day,
- on the 7<sup>th</sup> November - Seminar on cooperation between CSDP and AFSJ in the context of planning and conducting of CSDP,
- on the 10<sup>th</sup> November - the EUMC the CHOD's meeting,
- from the 14<sup>th</sup> till 25<sup>th</sup> November - Exercise CME 11,
- on the 21<sup>st</sup> November - FAC meeting.

### **4/ How do you envisage the continuation of the Polish action through two presidencies?**

We have prepared the schedule, which is coherent with Polish and our partners' goals. It is reflected in the 18-month Tri-Presidency programme, which was signed in April this year.

We appreciate enormous contribution of our partners and we would like to maintain our cooperation according to the common agenda. Our particular expectations, regarding our partners' engagement, cover the development of the concept of civil-military HQ for planning EU operations and the military capabilities improvement of the EU BG.

I believe that the programme, which we are going to implement, will be continued by our partners and that due to our cooperation these common goals will be achieved.

[Lien pour retrouver les numéros précédents de la Lettre d'information RMF sur le site de la représentation permanente de la France à l'Union européenne.](#)

*Pour s'abonner à la diffusion numérique de la lettre d'information RMF, envoyer une demande à : [repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr](mailto:repmilue.bruxelles-dfra@diplomatie.gouv.fr)*

